

6° 14° Mercredi 30 mars Bruxelles, Belgique



sur RTBF Info Web Google™

Services: Mobilinfo, Bourse, Boutique, Teletexte

Accueil Belgique Régions Monde Economie Société Médias Etcetera Opinions

CHRONIQUES | Mis à jour le lundi 28 mars 2011 à 9h16

Le mirage de l'austérité

Photo: RTBF

Article Images Commentaires

ENVOYER IMPRIMER PARTAGER 5

Images



Paul Krugman

Le gouvernement portugais vient de tomber suite à un conflit sur les mesures d'austérité. Les taux d'obligation irlandais dépassent pour la première fois les 10 pour cent. Et le gouvernement britannique vient de revoir ses prévisions économiques à la baisse et ses prévisions de déficit à la hausse. Qu'ont en commun tous ces événements ?

Ils montrent tous que la réduction des dépenses dans un contexte de chômage élevé est une erreur. Les partisans de l'austérité avaient prédit que la réduction des dépenses entraînerait des bénéfices rapides sous la forme d'un retour de la confiance, et qu'il y aurait peu voire pas d'effets négatifs sur la croissance et les emplois ; ils avaient tort.

Dommage alors, que ces temps-ci on ne vous prenne pas au sérieux à Washington quand vous ne faites pas allégeance à cette même doctrine qui échoue si lamentablement en Europe.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a deux ans, confronté à un chômage en forte hausse et à d'importants déficits budgétaires – tous deux causés par une grave crise financière – les dirigeants des pays les plus développés avaient apparemment compris qu'il fallait traiter les problèmes un par un, en se concentrant d'abord sur la création d'emplois,

Les plus populaires - Opinions

Plus vus Plus commentés

1 Le courage retrouvé du CD&V

et en y associant une stratégie de réduction des déficits à long terme.

Pourquoi ne pas réduire les déficits immédiatement ? Parce que les augmentations d'impôts et les réductions des dépenses publiques ne feraient que déprimer davantage l'économie, en aggravant la situation de l'emploi. Et la réduction des dépenses dans une économie profondément déprimée est très auto-destructrice ne serait-ce qu'en termes purement fiscaux : toutes les économies réalisées en amont sont partiellement compensées par des recettes moindres à mesure que l'économie recule.

Donc la stratégie des emplois maintenant, déficits plus tard était et reste la bonne. Malheureusement, c'est une stratégie qui a été abandonnée face à des menaces fantômes et des espoirs illusoire. D'un côté on nous dit sans arrêt que si on ne réduit pas les dépenses tout de suite on finira exactement comme la Grèce, incapable d'emprunter sauf à des taux d'intérêt exorbitants, de l'autre on nous dit de ne pas nous inquiéter de l'impact des réductions de dépenses sur les emplois parce que l'austérité fiscale va en fait créer des emplois en restaurant la confiance.

Qu'en est-il jusque là ?

De pseudo-faucons du déficit n'ont quasiment jamais cessé de crier au loup en ce qui concerne les taux d'intérêt américains depuis que la crise financière a commencé à se calmer, interprétant chaque petite augmentation des taux comme un signe que les marchés s'en prenaient à l'Amérique. Mais la vérité est que les taux ont fluctué non pas en fonction des craintes de la dette, mais en fonction des espoirs en hausse ou en baisse concernant la reprise économique. Et avec une reprise complète qui semble toujours lointaine, les taux sont plus faibles aujourd'hui qu'il y a deux ans.

Mais l'Amérique ne pourrait-elle pas quand même finir comme la Grèce ?

Si, bien sûr. Si les investisseurs décident que nous sommes une république bananière où les hommes politiques ne peuvent ou ne veulent pas s'attaquer aux problèmes à long terme, ils cesseront en effet d'acheter notre dette. Mais cette perspective ne dépend en aucune façon du fait qu'on se punisse nous-mêmes par des réductions de dépenses à court terme.

Demandez aux Irlandais, dont le gouvernement – qui, parce qu'il a tenté de renflouer les banques incontrôlées se retrouve maintenant avec un taux d'endettement non viable – a essayé de rassurer les marchés en imposant de sévères mesures d'austérité aux citoyens lambda. Les mêmes personnes qui préconisent les réductions de dépenses en Amérique ont applaudi. « L'Irlande offre une belle leçon responsabilité fiscale » déclara Alan Reynolds du Cato Institute, qui disait que les réductions de dépenses avaient levé les craintes sur la solvabilité de

l'Irlande et qui prédisait une reprise économique rapide.

C'était en juin 2009. Depuis les taux d'intérêt sur la dette irlandaise ont doublé, le taux de chômage de l'Irlande se monte maintenant à 13,5 pour cent.

Et puis il y a l'expérience britannique : comme l'Amérique, la Grande-Bretagne est encore considérée comme solvable par les marchés financiers, lui donnant la possibilité de mettre en œuvre une stratégie d'emplois maintenant, déficits plus tard. Mais au lieu de cela, le gouvernement du Premier ministre David Cameron a choisi d'aller vers une austérité immédiate et non nécessaire, croyant que les dépenses privées compenseraient largement les retraits publics. Comme j'aime à le dire, le plan Cameron se basait sur la croyance que la fée de la confiance allait tout arranger.

Mais elle ne l'a pas fait. La croissance britannique stagne, et le gouvernement a revu à la hausse ses perspectives de déficit.

Ce qui me ramène à ce qui passe pour un débat budgétaire à Washington ces jours-ci.

Un plan fiscal sérieux pour l'Amérique s'attaquerait aux leviers de dépenses à long terme, en particulier les coûts de l'assurance-maladie, et il comprendrait presque certainement une augmentation d'impôts sous une forme ou sous une autre. Mais nous ne sommes pas sérieux : toute proposition pour une utilisation efficace des fonds Medicare est accueillie par des cris aux « tribunaux de la mort », et la position officielle du GOP – à peine contestée par les démocrates – semble être que que personne ne devrait jamais payer plus d'impôts. Au contraire, on ne fait que parler de réductions de dépenses à court terme.

En un mot, nous sommes dans un climat politique où les pseudo-faucons du déficit veulent punir les chômeurs alors même qu'ils s'opposent à toute action qui s'attaquerait à nos problèmes budgétaires à long terme. Et voici ce que nous apprend l'expérience étrangère : la fée de la confiance ne nous sauvera pas des conséquences de notre folie.

Paul Krugman

© 2011 New York Times News Service



ENVOYER



IMPRIMER



PARTAGER



Tweeter

5

[Voir tous les commentaires](#)

Faire un commentaire

- Merci de respecter la [charte des commentaires](#), sans quoi, nous nous réservons le droit de supprimer votre réaction.
- Les commentaires sont fermés après quatre jours.

Commentez :

1000 caractères restants

Identifiant :

Email :

URL(optionel) :

Veillez remplir le champ "Code de sécurité" en respectant les majuscules, minuscules ou les espaces.



sur **RTBF Info** Web

Google™



[RTBF radios](#)

[RTBF TV](#)

[Entreprise](#)

[Filiales](#)

[Services](#)

[Responsabilité sociétale](#) 

Conditions générales d'utilisation - © RTBF